Les Possibles — No. 09 Printemps 2016

Le troisième stade de la crise systémique mondiale et ses issues, l'urgence d'un front progressiste

mardi 29 mars 2016, par Dominique Taddei

Les historiens retiendront probablement que c'est dans la chaleur de l'été 2015 que le monde est passé au troisième stade d'une crise planétaire qui est non seulement économique et sociale, mais aussi multidimensionnelle, au point qu'on peut la désigner, après Edgar Morin et un nombre grandissant d'auteurs, comme une crise de civilisation.

En effet, cet été a mis en pleine lumière :

- d'une part, l'ampleur de la crise de reconversion de l'économie chinoise et de ses conséquences sur le reste du monde, à commencer par les pays asiatiques, africains et sud-américains ;
- d'autre part, l'interférence entre les dimensions économiques et extra-économiques (géopolitiques, démocratiques, écologiques, etc.) dans la double incapacité des institutions européennes à traiter humainement la situation grecque et celle des réfugiés du Proche-Orient, venus par la Méditerranée orientale.

On insistera donc d'abord sur ces deux points, avant de brosser rapidement les réponses, contradictoires ou complémentaires, qui pourraient découler du passage à ce troisième stade de la crise systémique mondiale. [1]

Non seulement il n'y a plus de pilote dans l'avion, mais il n'y a plus de moteur !

La doctrine libérale a toujours soutenu qu'il n'y avait besoin de personne pour piloter l'économie globale, le génie des marchés y pourvoyant de par sa « main invisible ». Encore faudrait-il qu'il y ait un ou des moteurs pour en assurer la progression…

Durant les Trente Glorieuses, une conjonction heureuse assurait une motricité exceptionnelle de l'économie : dans l'ordre interne, l'importance de la dépense publique et de la consommation salariale ; cette dernière elle-même bénéficiait d'un compromis, dit fordiste, par lequel – en simplifiant à peine – les profits finançaient les investissements, tandis que les salaires en faisaient autant pour la consommation. Il est vrai que les relations extérieures, coloniales et impériales, favorisaient la mise en œuvre de ce compromis, du fait d'un pétrole et d'autres matières premières pillés à des prix dérisoires et de la stratégie américaine qui souhaitait avant tout que ses alliés – ouest-européens et japonais – bénéficient d'un rattrapage suffisant pour que cette triade soit en mesure de faire face au « monde communiste ».

On sait que la crainte américaine grandissante de perte de son leadership en Occident, conduisit les gouvernements américains au démantèlement par paliers, entre 1967 et 1973, du système monétaire international [2]. De plus, l'augmentation de la facture pétrolière qui l'a suivi de près, mit fin à ces conditions internationales favorables, à partir du milieu des années 1970. Dès lors [3], le compromis social antérieur fut détruit, les entreprises multinationales et les lobbies financiers, un moment en difficulté, trouvèrent un moteur de rechange dans l'endettement pratiqué à l'échelle mondiale, grâce à la dérégulation systématique des mouvements de capitaux et de marchandises, quitte à engendrer une instabilité croissante, dans une succession de bulles et de crises financières. Cette nouvelle période, dite de « mondialisation », pouvait d'autant plus paraître apporter une solution de remplacement qu'elle s'accompagnait d'une plus grande stabilité des prix des marchandises, du fait de la concurrence extérieure accrue, et qu'elle trouvait un formidable moteur supplémentaire dans la nouvelle stratégie chinoise initiée par Deng Xiaoping, pour permettre le rattrapage de son immense pays. Cette nouvelle conjonction a évidemment correspondu à des résultats réels beaucoup plus médiocres en Amérique du Nord et surtout en Europe – croissance de la production et de la productivité divisée par deux, chômage de masse, précarité croissante, etc. –, et l'essentiel de ces difficultés nouvelles fut subi par le monde du travail, les inégalités se creusant et la part des profits augmentant fortement. Cependant, comme déjà aux États-Unis, la faiblesse de la consommation salariale détourna largement les capitalistes des investissements productifs (sauf en Allemagne à des fins d'exportation), et les orienta vers les placements spéculatifs de type financier et foncier, nourrissant les diverses

bulles qui commencèrent à éclater à partir du krach boursier de l'automne 1987 : manifestement, le nouvel agencement était non seulement moins efficace et plus injuste, mais il était aussi plus volatile et, partant, plus fragile : sous l'égide des doctrines néolibérales, les « Trente Piteuses » succédèrent aux « Trente Glorieuses ».

Bien pire, la limite infranchissable de cette phase d'hégémonie du capital financier tenait à ce que les deux moteurs qui la propulsaient, l'endettement et le rattrapage des pays émergents, ne pouvaient durer : tôt ou tard, l'endettement dégénère en surendettement par la faute des créanciers bien plus que des débiteurs ; et, de son côté, le rattrapage opérant, les pays qui étaient en retard ont de moins en moins à rattraper !

La première de ces deux contradictions a éclaté aux yeux de beaucoup durant l'été 2007 avec la crise des *subprimes* et, l'année suivante, pour ceux qui n'avaient pas bien compris, la faillite de Lehman Brothers, nous faisant passer au deuxième stade de la crise systémique mondiale. Depuis lors, les pouvoirs publics dominés par les lobbies financiers imposent l'austérité et la régression sociale au plus grand nombre, sous le prétexte de résorber le surendettement qu'ils n'avaient cessé de susciter jusqu'alors ! En pratique, ils ont blanchi les banques et les banquiers, coupables de prêts abusifs. Particulièrement en Europe, cela a consisté à nationaliser les pertes et remplacer la dette des financiers par celle des États dits souverains (on a vu récemment ce qu'il en était de ladite souveraineté de Chypre et de la Grèce) et donc potentiellement, s'ils devaient un jour rembourser, des citoyens. Le résultat est une nouvelle aggravation des inégalités sociales et un surendettement global de l'ensemble des agents économiques, plus que jamais insoutenable, quand la croissance de l'économie réelle et l'inflation tendent vers zéro. Dans le même temps, depuis huit ans, les performances économiques globales sont devenues bien pires : ainsi, l'OCDE, dans son rapport « Énigmes et incertitudes » (sic), démontre que 2015 est « la cinquième année consécutive de ralentissement de la croissance mondiale ». Plus généralement, les performances d'ensemble depuis 2007 sont, dans l'ensemble du monde, les plus mauvaises depuis les années 1930 ! On est arrivé au point où les économistes les plus éminents, peut être parce que les plus orthodoxes, sont obligés de renoncer à laisser espérer une reprise significative dans un avenir prévisible : non sans exagération, ils parlent même désormais, après Robert Gordon (août 2013) et Larry Summers (novembre 2014), de « stagnation séculaire » [4]. Cette reconnaissance académique d'une croissance longue quasi nulle rejoint un sentiment populaire de plus en plus pessimiste sur l'avenir à long terme, comme à court terme, de l'activité économique, et cela à l'échelle de la planète. Cette prise de conscience collective est un fait économique, qui bride les anticipations de tous les investisseurs (entreprises et citoyens), mais aussi politique et social majeur, car il conduit à gonfler les rangs de tous ceux qui essaient de dessiner de nouvelles perspectives, hors système.

Car, depuis l'été 2015, après celle de l'endettement, la crise de l'économie chinoise et des autres pays émergents [5] met en panne un moteur supplémentaire de ce que les comptables nationaux appellent la croissance de l'économie mondiale et qu'on peut aussi considérer comme l'accumulation du capital. Il ne s'agit peut-être ici que de la phase critique d'une reconversion désirée par les dirigeants chinois eux-mêmes, celle d'une économie jusqu'ici tirée par les exportations vers une nouvelle forme de développement qui serait désormais mue par la consommation intérieure. L'ennui est qu'une telle transformation, à l'échelle d'un pays de près d'un milliard et demi d'habitants, va nécessiter beaucoup de temps, ne serait-ce que pour mettre en place un système général de sécurité sociale et surtout de retraites, qui est nécessaire pour réduire la sur-épargne de masse, dans un pays en vieillissement accéléré. Or, les nombreux pays qui dépendent le plus directement du dynamisme chinois et même les vieux pays capitalistes, toujours aux prises avec le piège du surendettement, ne disposent pas, durant ce temps, de solution de rechange, si bien que les dirigeants américains hésitent : les États-Unis peuvent-ils et doivent-ils remonter leurs taux d'intérêt ? Si oui, ils risquent d'aggraver encore plus la situation vacillante des pays émergents, en attirant leurs capitaux flottants et en déclenchant de nouvelles crises financières, ailleurs et peut être chez eux, du fait de l'interdépendance des marchés ; s'ils maintiennent des taux quasi nuls, ils continueront d'engendrer de nouvelles bulles spéculatives chez eux, et peut être ailleurs, pour les mêmes raisons [6]… De son côté, la zone euro sans croissance et sans inflation ne pourra évidemment pas soutenir l'endettement grec, mais encore pire espagnol, portugais, italien, pour ne pas parler de la France, sans une rupture avec la politique allemande actuelle ! Le FMI est d'ailleurs le premier à le proclamer…

Ceci nous conduit aux autres mauvaises nouvelles de l'été 2015 et qui confirment l'**Union européenne comme l'épicentre d'une crise de civilisation de portée planétaire :** il y a eu le feuilleton grec écrit principalement par l'Allemagne et ses suiveurs, français et autres. Il s'écrit dans la dimension d'une crise humanitaire sans précédent sur notre continent depuis 1945. Et comment qualifier les drames qui accompagnent l'exode massif de réfugiés (ils sont tout sauf des migrants volontaires, même si certains de ces derniers essaient logiquement de se joindre à eux) venus des pays déstabilisés par l'aventurisme et l'incurie des grandes puissances ? Ce qui reste d'esprit de solidarité dans les élites des pays européens aura du mal à résister à l'impatience légitime des couches les plus défavorisées. Mais pour quelles issues ?

Quelles issues ?

Quand la plupart des pays s'enfoncent depuis près de dix ans dans une telle crise multidimensionnelle et que s'effectue maintenant la prise de conscience collective que l'on n'en sortira évidemment pas sans rupture avec le système en place et l'ordre établi, le besoin de boucs émissaires surgit dans l'inconscient collectif et toutes les tentations se présentent, les pires comme les meilleures. Sans prétendre être exhaustif, on indiquera

quatre d'entre elles, particulièrement présentes, qui peuvent se combattre ou plus ou moins se combiner, suivant les histoires et les cultures nationales :

- La première, la pire, est de s'en prendre, comme dans les années 1930, à l'étranger lointain, perçu comme l'envahisseur, engendrant l'islamophobie après, ou avec, l'antisémitisme. On est alors en présence de l'extrême droite de toujours, qui s'étend de façon plus ou moins masquée.
- La seconde tentation est de s'en prendre au voisin le plus proche, au nom d'antagonismes historiques, longtemps endormis, et que la pérennisation de la crise permet de réveiller. La tendance à la balkanisation de l'Europe qui en découle est plus ambiguë dans sa signification sociale, car elle peut impliquer, en Catalogne et en Écosse notamment, des mouvements progressistes, alors qu'elle s'avère plus franchement réactionnaire en Flandre ou en Italie du Nord et, plus contradictoire chez les Basques et les Irlandais, comme dans nombre de mouvements nationalistes ou régionalistes ailleurs, en France notamment. De surcroît, la dimension « identitaire » de ces mouvements les conduit à une sensibilité écologique plus ou moins forte, qui peut susciter des réactions contre la spéculation financière ou foncière.
- La troisième tentation, abandonnée par la majeure partie de la social-démocratie, résignée aux charmes captieux du prétendu social-libéralisme [7], consiste à s'en prendre aux excès évidents de la finance, dans une tentative de retour aux régulations publiques de la fin des années 1930 aux années 1960, même si elles sont conçues de façon moins étatiste qu'à cette époque. Derrière l'expression de *green new deal*, qui lui est souvent accolée depuis 2007, la distinction n'est pas toujours bien nette entre ceux qui cherchent un nouveau souffle post-libéral du capitalisme, comme ce fut alors le cas, et ceux qui y voient le passage relativement paisible à une ère post-capitaliste, comme l'envisageaient déjà les sociaux-démocrates suédois d'Olaf Palme dans les années 1970. Mais cette question des intentions ultérieures est sans doute aujourd'hui moins importante pour ce courant « réformiste » que sa difficulté de mise en œuvre d'une coopération internationale suffisante pour ne pas succomber devant les tenants d'une finance dite libérale, mais foncièrement autoritaire, comme elle ne cesse de le prouver.
- La quatrième tentation mérite sans doute d'être qualifiée de pré-communiste, au sens originel du terme, en ce qu'elle prétend dépasser non seulement la recherche du profit, par le développement des activités à but non lucratif de l'économie sociale et solidaire, mais aussi les formes canoniques de la propriété privée, en distinguant l'abusus de l'usufruit, voire l'usage de la monnaie, avec une extension des biens communs et des activités gratuites. Le développement des thèmes de la frugalité ou la réduction des taux d'activité de la population en âge de travailler traduit cette volonté grandissante de se situer au-delà d'une crise de durée indéfinie. Cette approche, qui s'appuie volontiers sur les nouvelles technologies numériques, s'inscrit généralement dans une tradition de gauche libertaire plutôt qu'étatiste, à la différence de la précédente. Ceci constitue une vraie difficulté pour un rapprochement entre ces courants, qui ne pourra sans doute être surmontée qu'en distinguant les différentes formes de l'action collective : après tout, l'étatisation n'est qu'une forme particulière de la socialisation et le niveau à laquelle celle-ci peut le plus légitiment opérer, du local au global, doit faire débat, avec tous les courants souverainistes, anciens, résurgents ou nouveaux, dès lors qu'ils s'inscrivent dans une perspective anti-spéculative. De plus, les modes de gouvernance souhaitables doivent être débattus en tenant compte des réalités techno-bureaucratiques et des idéaux autogestionnaires.

L'urgence de constituer un front progressiste

Ces courants d'opinion anti-système ne doivent en aucun cas être réduits à des partis politiques de forme traditionnelle, issus de l'une ou l'autre Internationale séculaire : cette forme hiérarchique d'organisation politique est trop souvent aujourd'hui aux antipodes des nouvelles formes de mobilisation, comme le confirment les exemples récents d'Europe du Sud. C'est donc sans doute la responsabilité des mouvements sociaux, anciens et nouveaux, de faciliter une convergence stratégique entre les tenants des deux derniers courants, et peut être une fraction des courants identitaires, qu'il faudrait mettre en œuvre face à l'urgence, née des pulsions d'extrême droite.

Pour cela, tous doivent prendre conscience que le nouveau système global à construire, et qui est déjà en gestation, sera nécessairement hybride, métissant des pratiques et des courants de pensée pré-communistes, éco-rooseveltiens, capitalistes productifs, identitaires…, ayant en commun de rompre avec l'hégémonie du capital financier. Au demeurant, nulle surprise à cela : il en a toujours été ainsi dans l'histoire, aucun mode de production « chimiquement pur » n'a jamais existé et ce que nous désignons comme mode esclavagiste, féodal ou bourgeois n'a jamais désigné qu'un mode plus ou moins dominant, coexistant avec d'autres qu'il a supplantés ou qui le supplantèrent. Ainsi, la question du mode dominant de production et d'accumulation dans les années 1940 dominées par l'effort de guerre, puis de reconstruction, n'est pas évidente à trancher. *A fortiori*, la question de savoir dans le futur système, nécessairement hybride, ce que sera le mode dominant reste ouverte entre les désirs divers de chacun et l'imprédictibilité irréductible pour tous [8].

L'expérience des luttes quotidiennes, concrètes, dans de nombreux domaines, existe et elle est un immense atout, qu'il

convient de situer dans une démarche stratégique. Pour cela, il faut les placer dans une perspective d'ensemble positive, qui leur donne un sens, c'est-à-dire à la fois une signification et une direction dans un avenir tangible, à 10 ou 20 ans, et apparaisse comme plausible au plus grand nombre, dans tous les pays. À cet égard, la récente adoption unanime par l'Assemblée générale des Nations unies des 17 Objectifs du développement durable (et des 169 cibles les accompagnant) offre une plate-forme crédible pour un tel front progressiste, de même que la procédure de révision d'ici cinq ans des conclusions de la COP 21. C'est pourquoi il serait stupide de dauber sur la mauvaise foi évidente de beaucoup des gouvernements signataires de ces textes. Dans une bataille pour l'hégémonie, il faut toujours accepter les hommages que le vice rend à la vertu !

Plus largement, face à l'approfondissement de la crise de la mondialisation financière, un large front progressiste se doit de proposer de nouveaux paradigmes, qui dépassent le débat entre partisans du libre-échange et du protectionnisme, qui ne font qu'ânonner un débat vieux de deux siècles entre David Ricardo et Frédéric List. À titre d'illustration, nous avancerons deux hypothèses paradigmatiques concernant respectivement la circulation des capitaux et celle des biens et services marchands :

- La coresponsabilité des créanciers et des débiteurs : s'inspirant des travaux de David Graeber, cette hypothèse revient à considérer qu'à partir d'une norme de surendettement préalablement définie, son règlement est à la charge conjointe des créanciers et des débiteurs. Il va sans dire que la reconnaissance d'un tel paradigme aurait permis de régler *ex ante* la situation grecque.
- Le principe de l'échange loyal, et non pas du libre-échange. Ceci signifie la possibilité de pénaliser ou d'interdire tout échange marqué par une forme ou une autre de dumping (monétaire, social, écologique ou fiscal), défini par une des organisations des Nations unies spécialisée dans ce domaine (OIT, etc.)

Bien entendu, la mise en œuvre de ces paradigmes suppose de rattacher les institutions de Bretton Woods et l'OMC au système général des Nations unies.

Notes

[1] Cette note propose une actualisation des idées développées dans notre essai, sous forme numérique : « Pour une civilisation conviviale des connaissances. Dépression rampante, mutations et ruptures ». Nous en tenons une version 2015 disponible pour le lecteur intéressé.

[2] Le système de l'étalon de change or, adopté à Bretton Woods à la fin de la guerre mondiale, fut d'abord victime de ses contradictions internes, qui se portèrent en 1967 et 1969 sur la livre sterling, laquelle en était manifestement le maillon le plus faible. Les Américains, d'abord solidaires, décidèrent de faire cavalier seul à travers leurs décisions unilatérales de 1971 et 1973, au nom de l'adage : « le dollar est notre monnaie, mais c'est votre problème ».

[3] Si on doit dater le début de cette nouvelle période, qui est celle de la mondialisation financière, il est sans doute pertinent de remonter à la décision de Paul Volker, à la tête de la Fed, en janvier 1979, de remonter brutalement les taux d'intérêt, au nom d'un nouveau paradigme : lutter prioritairement contre l'inflation, plutôt que d'assurer le plein emploi. Ce choix fondamental, décrété hors de toute instance démocratique, était justifié par les conséquences prévisibles de la révolution iranienne sur l'inflation mondiale, à partir d'un second choc pétrolier. Il fut ensuite suivi par toutes les autres banques centrales et par les gouvernements.

[4] De notre point de vue, il s'agirait plutôt d'une dépression rampante, au moins aussi grave que celle des années 1930, qui n'évitait jusqu'ici de galoper et de tourner à la déflation que par la croissance des pays émergents. À tout le moins, à défaut d'être capable de raisonner à l'échelle séculaire, serait-il plus exact de parler de « stagnation systémique », dont on ne sortira pas aussi longtemps qu'on n'aura pas changé de système.

[5] À ce jour, l'Inde semble la moins atteinte, mais il faut tenir compte de manipulations statistiques, dignes de Goldman Sachs, conseillant les anciens gouvernements grecs.

[6] Tels sont sans doute les termes de l'actuel dilemme des responsables de la Fed : dans le premier cas, la crise sera immédiate dans le reste du monde, mais n'atteindra pas immédiatement les USA ; dans le second, elle les frapperait de plein fouet, mais pas tout de suite… Autrement dit, existe-t-il un passage entre Charybde et Scylla ?

[7] Le plus souvent antisocial et de plus en plus adepte de l'autoritarisme.

[8] Pour être clair, notre conviction personnelle est que, dans le futur d'une civilisation nouvelle, dominera l'accumulation des connaissances et des savoir-faire.